

505 LN 10 9/4

614

(1938-1939)

## ARCHIVES

Déplacement et mutation du personnel  
par suite des compressions d'effectifs

Instruction générale n°56 20.12.38  
(s), CD 21. 3.39 24 VI f

Déplacement et mutation du personnel par suite des compressions d'effectifs

21 mars 1939

414

Question VI - Questions diverses

f) Régime de travail dans les grands ateliers

(s) p24

Mutation de personnel par suite des compressions  
d'effectifs

M. RENE MAYER - Les ouvriers des ateliers et de la traction travaillent-ils sur les voies, le cas échéant?

M. LE BESNERAIS - Ce sont surtout les ouvriers du service de l'exploitation qui travaillent sur les voies, car nous utilisons encore tous les ouvriers de la traction dans nos ateliers, en poussant à l'extrême les travaux de réparation. Nous sommes en train de muter au service de la voie de la Région Sud-Ouest, 1.200 agents appartenant aux services de la voie et même de l'exploitation de la Région Ouest. Je reconnais que cette opération présente des difficultés, surtout quand il s'agit d'agents qui changent à la fois de régions et de service. Sans doute, il importe que cette mutation ~~s'ex~~ s'effectue le plus vite possible, pour assurer des économies appréciables, mais il importe aussi qu'elle soit faite avec précaution, de façon à éviter des réactions du personnel, de nature à compromettre les résultats attendus.

Pour éviter ce risque, j'ai commencé par déplacer les volontaires. Reste les agents à déplacer d'office; à l'heure actuelle, nous déplaçons les célibataires, et nous continuerons par les agents mariés sans enfants.

Il est probable que, si j'avais effectué tous ces déplacements en même temps, au lieu de les échelonner, j'aurais obtenu des économies importantes, mais je n'ai pas pu le faire pour des raisons d'ordre psychologiques et également pour certaines raisons matérielles, notamment les questions de logement qui se posent.

M. TIRARD - Ces déplacements ont-ils lieu à titre définitif?

M. LE BESNERAIS - Pour quelques-uns, oui. Le problème du logement est une principales difficultés que nous rencontrons même lorsqu'il s'agit de détacher les ouvriers dans les usines travaillant pour la Défense Nationale. Ainsi, nous voudrions augmenter la quantité de travail dans nos ateliers de Sotteville, mais il n'y a pas de logements à Sotteville et nous ne pouvons, par suite, augmenter le personnel. Evidemment, la législation actuelle nous permet d'imposer au personnel une affectation ou une résidence déterminées; mais puisqu'il est possible d'échelonner ces déplacements sur quelques semaines sans grosses difficultés, il est préférable de ne pas brusquer les départs et de ne pas éveiller les mauvaises volontés, le rendement est ainsi bien supérieur.

M. LE PRESIDENT - M. CAMBOURNAC; que j'ai vu dernièrement, m'a dit que, dans la Région Nord, 1.500 agents environ du service de l'exploitation travaillaient sur les voies.

.....

Me

Paris, le 20 décembre 1938.

Col.

Nm  
44

**UTILISATION PAR DÉTACHEMENT A TITRE TEMPORAIRE  
A UN GRAND SERVICE DES AGENTS EN EXCÉDENT DES BESOINS  
D'UN AUTRE GRAND SERVICE**

Lorsque se produisent des fluctuations importantes dans l'intensité du trafic, ou lorsque la baisse du trafic se maintient pendant une durée assez longue, il peut apparaître dans les effectifs d'un Service, notamment du Service de l'Exploitation, des excédents de personnel qu'il n'est pas possible de résorber rapidement.

Dans ce cas, le Service excédentaire doit, après avoir utilisé le plus possible des agents en surnombre à des travaux effectués par des entreprises et à remplacer des auxiliaires, mettre le reste des agents en excédent à disposition de ceux des autres Services qui ont l'emploi de cette main-d'œuvre, quitte pour ceux-ci à réduire ou à supprimer l'utilisation des auxiliaires ou des entreprises.

Le Chef d'Arrondissement intéressé en informe ses Collègues des autres Services et rend compte à son Service Régional. Les dispositions suivantes doivent alors être appliquées :

1° — Le Chef d'Arrondissement du Service excédentaire fait connaître mensuellement, et par localité, à ses Collègues des autres Services le nombre d'Agents qu'il peut mettre à disposition pour le mois à venir.

Chaque Chef d'Arrondissement, ainsi avisé, ne doit recourir à l'emploi d'auxiliaires que dans la mesure où il ne trouve pas dans la main-d'œuvre ainsi offerte les éléments qui lui sont nécessaires ; il doit s'efforcer d'occuper de préférence ces Agents dans la localité de leur affectation administrative mais peut, s'il est nécessaire, les occuper également dans une autre localité.

Par main-d'œuvre disponible il faut entendre des agents qui peuvent être mis à disposition pendant une certaine durée continue et non pendant quelques rares journées ou fractions de journées ; si toutefois ce dernier cas se présentait, les Services utilisateurs devraient s'efforcer de faire appel aux intéressés pour des besognes fragmentaires et banales (telles que des manutentions de matériaux, par exemple).

2° — Le Directeur Général fixe la somme à laquelle le Service cédant doit facturer au Service utilisateur les journées de travail effectif fournies par le personnel considéré ; le prix de facturation est forfaitaire et est basé sur le prix moyen de l'auxiliaire, établi pour l'ensemble du réseau national (1).

Chaque mois, les Services excédentaires facturent aux Services utilisateurs les sommes calculées sur les bases ci-dessus.

Il n'est pas fait reprise sur le Service utilisateur des indemnités de déplacement ni des autres indemnités payées au personnel cédé.

Les Agents detachés sont soumis au régime de travail applicable aux Agents du Service utilisateur ; ils reçoivent les indemnités de déplacement applicables aux Agents du Service utilisateur ; ils continuent à figurer sur les feuilles de solde de leurs services respectifs et touchent leur paye aux dates fixées et dans les conditions prévues pour le personnel dont ils font partie administrativement.

3° — Pendant leur détachement, les Agents cédés continuent à être gérés par leur Chef direct au point de vue congés, maladies, changement de situation de famille, etc...; tous renseignements utiles doivent être fournis, à cet effet, par l'Arrondissement utilisateur en même temps que tous les renseignements qui intéressent la solde.

4° — L'attention est spécialement attirée sur le fait que les directives ci-dessus ne s'appliquent que dans les périodes exceptionnelles d'excédent de main-d'œuvre et que, même dans ces périodes, les règles de facturation habituelles continuent à être appliquées à tous les agents qui ne sont pas mis à disposition dans les conditions de la présente note après accord particulier des Chefs d'Arrondissements.

*Le Directeur Général,*  
**R. LE BESNERAIS.**

---

(1) Somme convenue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939 : 48 francs par journée.